

CSAL DU 12/10/2023 DECLARATION LIMINAIRE FO

Monsieur le président,

Ce CSAL nous présente la (presque) dernière ligne droite du funeste NRP, que nous avons combattu, et que nous continuons à dénoncer encore.

Que s'est-il passé depuis 2019, année où tous les directeurs ont appuyé sur le starter NRP ?

Quelques chiffres d'abord :

- entre 2018 et fin 2023, 52 % de tous les postes comptables (SIP, SIE, Trésoreries, SPF) auront disparus, passant 3706 unités à 1774 en 2023 !
- dans la sphère SPL, on passe de zéro SGC en 2019 à 523 en 2023, avec en contrepartie, l'éradication totale des trésoreries SPL qui étaient au nombre de 2 000 en 2019
- ne subsisteront en 2023 sous le vocable de trésoreries que 43 trésoreries amendes, 156 trésoreries hospitalières, 10 paieries régionales et 72 paieries départementales.
- les derniers SGC restant à créer sont ceux concentrant le plus de problèmes, notamment au niveau immobilier.

Mais la DGFIP ne va pas s'arrêter en 2023 : forte d'un nouveau COM, elle va amplifier la casse de la maison DGFIP en démantelant notamment le secteur local via l'automatisation des contrôles, la RGP, les contrôles a posteriori....

Où en est-on dans les SGC aujourd'hui ?

- les comptables à la tête de ces SGC endossent leur casque de chef de chantier, et pensent perpétuellement (ré)organisation, répartition de la pénurie, tout en devant maîtriser la technique
- les agents, pour beaucoup anxieux par rapport à la RGP qu'on ne leur a souvent pas expliquée et mal vendue, sont obligés d'avaler à marche forcée la nouvelle organisation industrielle des tâches et répondre à l'incompréhension d'élus désorientés par la nouvelle articulation SGC/CDL
- sans la perfusion continue en EDR (quand ils ne sont pas sur les accueils de proximité) et en contractuels, beaucoup de SGC sous-dimensionnés en moyens RH seraient encore plus noyés : des masses de budgets à gérer, le CHD et le contrôle allégé en partenariat ne suffisent pas à amortir la charge de travail
- des élus qui se sentent floués, eux à qui la DGFIP avait promis monts et merveilles lors de la signature de chartes, leur garantissant une soi-disant proximité améliorée des services de la DGFIP

Voilà le vrai visage du NRP : une construction dogmatico-budgétaire maquillée sous des prétextes d'amélioration de la proximité à l' élu et à l'usager. Bien naïfs ceux qui y ont cru !

Le NRP, c'est aussi un service différent offert aux usagers en fonction de leur lieu de vie : mieux vaut habiter en ville, avec des transports en commun, qu'à la campagne quand on a besoin des services d'un SGC.

Qu'en est-il en Moselle ?

Depuis 2019, fermeture de 18 trésoreries (Bouzonville, Sarreguemines, Puttelange, St Avold, Forbach, Hayange, Florange, Metzervisse, Freyming-Merlebach, Fontoy, Thionville, Faulquemont, Creutzwald, Sarrebourg, Château-Salins, Dieuze, Bitche, Phalsbourg), et création de 4 SGC (Sarreguemines, St Avold, Hayange et Sarrebourg).

Et 2024 sonnera le glas des trésoreries SPL, avec le nombre de fermetures le plus important concentré en une année (Maizières-les-Metz, Rombas, Verny, Vigy, Lorquin, Grostenquin, Metz Municipale et Montigny-les-Metz) et la création d'un SGC à Metz.

Mais quel prix à payer pour les agents de tous grades !

Les SGC sont toujours créés sous-dimensionnés en effectifs, le nombre de budgets des collectivités atteint plus de 600 parfois, avec une application informatique HELIOS inadaptée à une structure comme le SGC !

Les agents des trésoreries qui arrivent dans les SGC ont tout à perdre : plus de titres restaurant, des frais d'essence supplémentaires, des frais de parking, de garde d'enfants, de périscolaire.

Une vie personnelle à réorganiser, des modes de travail à revoir car chacun pense, à juste titre, maîtriser le travail qu'il fait depuis des années... pour s'entendre dire que ce n'est pas comme ça qu'il faut travailler !

Mais ça, ce n'est que la partie visible de l'iceberg...

Voici le quotidien de ces services qui atteignent, voire dépassent 50 agents : une informatique souvent en rade car inadaptée, des agents éparpillés dans les bâtiments, un accueil sous-dimensionné qui ne s'arrête jamais, une Banque de France de 10 à 15 pages pour un jour normal, et qui peut approcher la centaine de pages plusieurs fois dans le mois (lors des versements CAF, CARSAT, Pôle Emploi,...), des problèmes techniques, logistiques tous les jours, qu'il faut régler, souvent en interne.

Et c'est sans compter sur la générosité de Bercy, qui participe activement au redressement de la France avec les suppressions d'emplois de fonctionnaires voulus par nos politiques.

En Moselle, depuis 2019, c'est 119 emplois supprimés, nonobstant les chaises vides dans les services.

Le dernier observatoire interne le montre, et le Directeur Général lui-même l'a souligné : érosion des indicateurs (charge de travail, contenu et motivation du travail, marges de manœuvre et autonomie pour réaliser son travail, perception de l'efficacité du fonctionnement du service ou de la qualité du service rendu à l'utilisateur), moral partagé entre inquiétude et fatigue, motivation et satisfaction de travailler pour le ministère en nette diminution... Où en est-on dans l'analyse de ces résultats ? Sûrement encore une coquille vide qui nous sera présentée, et après, il ne se passera plus rien... nous en avons l'amère habitude !

Monsieur le Président, mettons fin au suspense insoutenable de ce CSAL : nous voterons contre les restructurations , Nous interviendrons sur les aspects pratiques, et réservons nos autres commentaires à notre compte-rendu, ce qui évitera les discussions complètement stériles sur le NRP !

Nos revendications sont simples : donnez-nous les moyens de travailler dans des conditions décentes !